

## **Agriculture africaine - Mamadou Cissokho : "Les préférences pérennisent le pacte colonial"**

**Fraternité Matin (Abidjan)**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**21 Avril 2005**

Publié sur le web le 22 Avril 2005

Louis Amédé Speet  
Abidjan

Mamadou Cissokho, leader de la société civile agricole africaine s'insurge contre son sort.

On a soutiré beaucoup du monde rural, sans lui en retourner autant qu'il méritait pour maintenir le développement de l'agriculture.

### **Dans quel état se trouve l'agriculture Ouest africaine dans le contexte actuel de négociations avec l'UE, d'un accord de partenariat économique et à l'OMC ?**

Cette agriculture se porte très mal et on sait approximativement pourquoi. En effet, des indépendances de nos pays jusqu'au début de leur astreinte aux programmes d'ajustement structurel (P.A.S) prescrits par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, l'agriculture a été le trésor financier pour ces pays. Mais au lieu que les richesses produites par l'agriculture soient réinvesties dans son développement, cette plus-value a été dirigée plutôt vers la construction des villes. Le corollaire de ce choix étant une diminution substantielle des ressources financières en milieu rural et tout logiquement, une nette régression des investissements qui a déclenché un processus de paupérisation du monde rural.

Pour me résumer, je dirais, qu'on a soutiré beaucoup du monde rural sans lui en retourner autant qu'il méritait pour maintenir le développement de l'agriculture.

### **Comment expliquez-vous cet état de fait ? Serait-ce parce que les Etats africains n'appréhendaient pas très bien l'importance de l'agriculture pour leurs économies ?**

La responsabilité de cette situation incombe en premier lieu, aux cadres qui ont été chargés de la planification de l'agriculture dans nos pays. Comme vous deviez le savoir, l'essentiel des produits que nous exportons aujourd'hui a été introduit dans nos pays par le colonisateur ; ce sont des produits qui sont consommés d'abord par les Occidentaux. C'est d'ailleurs tout naturellement que les marchés se trouvent au Nord et que comme vous pouvez le noter, les prix de ces spéculations sont fixés dans les capitales occidentales sans que nous n'ayons de prise réelle sur leurs évolutions. D'autant du reste que les grandes entreprises agroalimentaires principales acheteuses de ces produits d'exportation sont elles-mêmes toutes occidentales. Vous conviendrez avec moi, à l'analyse, qu'il s'agissait de package bien structuré dans l'esprit du pacte colonial qui voulait que les pays colonisés soient à la fois pourvoyeurs de matières premières agricoles pour les industries occidentales et des débouchés pour leurs produits finis. Malgré l'indépendance de nos pays, ce pacte a été pérennisé de diverse manière.

Notamment par les prix préférentiels accordés par le gouvernement français par exemple sur le café, le cacao, l'arachide, etc., le mécanisme du stabex institué dans le cadre de la coopération ACP-UE par la Communauté européenne. Résultat des courses, les spéculations parce que génératrices de devises, ont été privilégiées au détriment de la

production vivrière. Nos pays ont délaissé les investissements et les appuis pour ces produits comme le mil, le maïs, le sorgho, le riz -pour lequel nos pays disposent de beaucoup de possibilités-, le manioc, l'igname, le haricot et n'ont pas fait du développement de l'élevage une préoccupation fondamentale. Nous payons le prix de cette politique de la continuité du pacte colonial par une inondation de nos marchés par des denrées alimentaires importées, un accroissement des difficultés économiques en milieu rural et la paupérisation des paysans, l'exode des ruraux vers les villes. Donc conséquence, notre agriculture est très malade.

**L'importation massive de denrées alimentaires ne se justifie-t-elle pas par la faiblesse structurelle de l'agriculture africaine dont vous avez fait état tantôt?**

Cette politique d'importation est encore plus dangereuse. Pour tout dire, c'est la chose à ne pas faire. Car elle contribue à accélérer la dégradation de la situation dans les zones rurales avec pour corollaire un renforcement du processus d'exode rural. La chose à faire, c'est plutôt de créer les conditions d'une valorisation efficiente de nos potentialités agricoles. Au niveau de la CEDEAO, nous disposons d'une superficie cultivable estimée à plus de 500 millions d'hectares sur laquelle seulement 55 millions d'hectares sont emblavés. C'est vous dire la marge de manoeuvre dont nos pays disposent en matière agricole.

**Mais pensez-vous que cette agriculture très peu mécanisée peut produire suffisamment pour satisfaire les besoins nationaux et régionaux ?**

Vous vous dites très peu mécanisée ! Mais les détracteurs de cette agriculture et les gens que je qualifierais de mauvaise foi, la jugent archaïque. Et pour justifier ce point de vue contestable, ils mettent en avant le fait que nous utilisons encore la houe et la daba et parlent de faible compétitivité de notre agriculture. Oubliant que c'est avec ces mêmes dabs et houes que nous avons produit suffisamment pour générer les ressources et richesses qui ont servi et servent toujours à la construction des villes et à l'urbanisation de nos pays. Tout comme ils semblent ne plus se souvenir que c'est avec ces outils que les paysans produisent depuis la nuit des temps pour nourrir les populations. Nous paysans, représentons plus de 66% de la population de la CEDEAO et produisons le tiers du produit intérieur brut (PIB) de cet espace communautaire. C'est donc vous dire que cette agriculture est capable de satisfaire largement les besoins nationaux et régionaux.